



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 26/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ABCDE**

19 Rue Emile Maugras  
54110 Rosières-Aux-Salines

Références : S-25-1326RP

Code AIOT : 0006209873

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement ABCDE implanté 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection porte sur la vérification du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 963/2025/DREAL/UD88 du 17 septembre 2025.

Pour mémoire, cet arrêté préfectoral a été pris suite au signalement par l'OFB d'un écoulement de lixiviats en provenance de la société ABCDE située à MANDRES SUR VAIR, dans le cours d'eau du Vair, n'ayant a priori pas entraîné de mortalité de poissons.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ABCDE
- 951 Rue Reguenel 88800 Mandres-sur-Vair
- Code AIOT : 0006209873
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ABCDE est autorisée à exploiter une plate-forme de compostage ainsi qu'à déconditionner des déchets alimentaires et à trier des déchets de voirie et de curage sur la commune de MANDRES-SUR-VAIR :

- par l'arrêté préfectoral n° 1529/2000 du 21 juin 2000 d'autorisation modifié ;
- par l'arrêté inter-préfectoral n° 1856/2007 du 09 juillet 2007 d'autorisation ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 1445/2016 du 08 juillet 2016 actualisant les rubriques de la nomenclature ICPE ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 2550/2017 du 28 décembre 2017 relatif à la mise en place d'un dé-conditionneur de biodéchets et d'une activité de tri de déchets de voirie ;
- complété par l'arrêté préfectoral n° 05/2021/ENV du 11 janvier 2021 modifiant le plan d'épandage.

Au titre des Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE), l'installation est actuellement soumise à :

- Autorisation pour la rubrique 2780-3 de la nomenclature des installations classées (Installation de compostage de déchets non dangereux),
- Déclaration Contrôlée pour la rubrique 2791-2 de la nomenclature des installations classées (Dé-conditionneur de biodéchets),
- Déclaration Contrôlée pour la rubrique 2716-2 de la nomenclature des installations classées (Tri de déchets de voirie et de curage),
- Déclaration Contrôlée pour la rubrique 2260-1-b de la nomenclature des installations classées (Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, tamisage des substances végétales et de tous produits organiques naturels) ;
- Déclaration pour la rubrique 1532-3 de la nomenclature des installations classées (stockage de bois, plaquettes, matériaux combustibles analogues).

Est notamment applicable au site l'arrêté ministériel du 22/04/08 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement, objet d'un point de contrôle ci-dessous.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions pour éviter les pollutions accidentelles de l'eau	AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Modifications des installations	AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle sur place de l'inspection en date du 06 novembre 2025 et les informations et documents précédemment transmis par l'exploitant par courriel permettent de clôturer les constats établis lors de la visite en date du 25 juillet 2025 ayant fait l'objet d'une mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Dispositions pour éviter les pollutions accidentelles de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, so
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant doit, sous un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure susvisé, communiquer à l'Inspection de l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les mesures prises afin de supprimer tout risque d'écoulement des matières susceptibles de polluer le milieu naturel ;</li><li>• les justificatifs des travaux de réparation du flotteur ;</li><li>• les mesures mises en place afin que ce type d'évènement ne se reproduise ;</li><li>• un plan des réseaux "eaux" du site actualisé.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite du 25 juillet 2025, l'exploitant avait expliqué à l'inspection qu'il réalisait des essais de filtration des lixiviats principalement issus de l'activité de compostage. Pour cela, il a modifié ses installations en détournant une partie des lixiviats vers un tamis vibrant filtrant à 25 µm pour ensuite les diriger vers une cuve plastique de 5 m<sup>3</sup> puis vers une poche de 90 m<sup>3</sup> à l'aide d'un surpresseur. Malheureusement, le flotteur de la cuve plastique a cassé et les eaux filtrées sont parties en volume trop important vers la poche de 90 m<sup>3</sup> qui a débordé par son trop plein en rejetant les effluents vers le milieu naturel. De plus, l'inspection fait réaliser par l'exploitant, en présence de l'inspectrice, un prélèvement dans le regard de rejet des eaux "incriminées" qui est envoyé en laboratoire pour analyse. Les résultats seront connus rapidement.</p> <p>L'inspection a constaté l'enlèvement de l'installation de filtration du lixiviat par tamis vibrant ainsi que la suppression du circuit de dérivation du lixiviat vers le tamis et de la remise à l'état initial des installations.</p> <p>Au préalable à la visite, l'exploitant a communiqué un rapport d'incident décrivant la situation qui a mené au rejet vers le milieu naturel d'effluents. Il a également indiqué avoir retiré les nouvelles installations non autorisées.</p> <p>Le flotteur de la cuve a bien été remplacé. Un bon de livraison a été transmis à l'inspection. L'eau qui y circule est claire puisque se sont les eaux de toitures qui s'y déversent, en fonctionnement normal.</p> <p>Un plan des réseaux "eaux" a également été transmis à l'inspection, mis à jour. Au vu de ce plan, aucun déversement dans le milieu naturel n'est possible puisque tous les lixiviats sont dirigés vers un bassin de rétention étanche puis pompés vers un grand bassin de rétention en amont du site. Ces lixiviats sont utilisés pour arroser les andains dans le cadre de l'activité de compostage.</p> <p>Enfin, les résultats de l'analyse du prélèvement réalisé le 25 juillet 2025 dans le regard de rejet des eaux "incriminées" a été transmis à l'inspection. Les résultats sont conformes à l'<i>annexe II - Valeurs limites de rejet des eaux résiduelles</i> de l'arrêté ministériel du 22/04/08 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

## N° 2 : Modifications des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 17/09/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, so
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, communiquer à l'Inspection de l'environnement : <ul style="list-style-type: none"><li>• un dossier de porter-à-connaissance faisant état des modifications intervenues sur l'installation par rapport à la situation décrite dans le dossier d'autorisation susvisé ainsi que des dangers et inconvénients liés d'un point de vue des risques accidentels, chroniques et environnementaux.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le porter à connaissance n'est plus nécessaire à ce jour puisque l'exploitant à remis les installations dans leur état initial autorisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure